



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



## **Conseil Territorial de Santé de Paris**

Jeudi 30 janvier 2025

# Introduction du Président du Conseil Territorial de Santé de Paris

# Point d'actualité par Tanguy Bodin, directeur de la Délégation de Paris de l'ARS

## Nouvelle enveloppe budgétaire territorialisée de 1 million d'euros



**200 000 €**

pour la reconduction des projets issus  
du **Conseil National de la  
Refondation (CNR) Santé** de 2022  
(projets de médiation en santé).



**800 000 €**

pour mettre en place **de nouveaux  
projets** qui répondent à des **besoins  
identifiés** sur le territoire grâce à des  
**actions concrètes**.

# Nouveaux projets territorialisés (800 000 €)

## Thématiques

## Projets

Parcours / prévention

**Expérimentation d'un dispositif** pour mieux repérer, accompagner les personnes souffrant du **syndrome du Diogène** en complément des équipes ELIAHS.

Santé mentale

**Expérimentation d'un dispositif** visant à fluidifier la prise en charge des patients **psychiatriques** pris en charge dans les **services d'urgences parisiens**.

Prévention

**Expérimentation de bonnes pratiques** visant à renforcer l'adhésion à la vaccination HPV ou grippe : définir un site pilote (hôpital, EHPAD, collège, etc.) et mobiliser les équipes en interne.

Accès aux soins

**Expérimentation** permettant aux médecins régulateurs du SAS (Service d'accès aux soins), confrontés régulièrement à la difficulté d'évaluer le patient au téléphone, de **mobiliser des infirmiers libéraux** (IDEL) du territoire, notamment via les CPTS, **pour se rendre au domicile du patient**.

Prévention

**Sensibilisation** des professionnels de santé au **dépistage du saturnisme** des enfants et femmes enceintes.

Egalité - Discrimination

**Développement d'un label ou d'une charte** pour les établissements parisiens accompagnant les **personnes LGBTQIA+ âgées ou en situation de handicap**.

# « Présentation des missions du département Santé-environnement de la délégation de Paris », par Madame Sylvie DRUGEON, responsable du département Santé- environnement de la délégation de Paris de l'ARS Ile-de-France

## Eau potable



**1851 prélèvements**  
**10 dépassements des limites de qualité**  
**38 prélèvements exploratoires**

## Baignades



**2 baignades contrôlées**  
**54 prélèvements**  
**2 inspections**  
**Classement excellent**

**22 signalements environnementaux**

## Manifestations aquatiques



**23 avis rendus**  
 (dont 2 JO/JP)



## Piscines



**219 piscines contrôlées**  
 dont 39 piscines municipales  
**1804 prélèvements**

## Légionelles / Légionelloses



**94 enquêtes environnementales**  
 suite à la déclaration de cas de légionellose dont  
**1 cluster de 17 cas à Paris 15**

## Epreuves JOP en Seine

**2 avis**  
**3445 prélèvements suivis**



**55 hôtels inspectés**  
**avant les JOP Paris 2024**



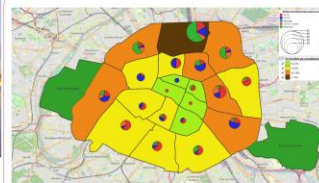
## Réouverture Notre-Dame (surveillance, avis)



## Le pôle Santé Environnement (DD75)

**2024 en chiffres**

### La lutte contre l'habitat insalubre à Paris



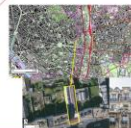
**193 AP**

(vs 272 en 2023)  
 206 en 2022,  
 175 en 2021,  
 175 en 2020,  
 297 en 2019)

**22 recours**  
 (vs 47 en 2023,  
 20 en 2022,  
 24 en 2021,  
 21 en 2020,  
 18 en 2019)  
 66 demandes Parquet



## Environnement extérieur



**19 avis sanitaires sur projets d'aménagements (urbains / industriels)** (vs 24 en 2023)



**3 alertes Amiante**  
 dont **Tour Montparnasse**

**66 avis sanitaires sur demandes de permis de construire d'établissements sensibles** (vs 45 en 2023)

**25 alertes air intérieur**  
 (vs 19 en 2023)  
 dont **4 sur le mercure**



## Suivi Plomb des chantiers Monuments historiques



**9 signalements punaises de lit**

**22 autres signalements Plomb**



## Lutte anti-vectorielle

**109 enquêtes entomologiques**  
**85% territoire parisien colonisé**  
**2 opérations de démolition**

**3 inspections multithématiques (1 ES, 2 centres dentaires)**  
**7 contrôles multithématiques sur pièces EHPAD (suites de 2023)**

# « Présentation du Plan parisien santé environnement 2 (PPSE 2) de la Ville de Paris »

par Madame Anne-Claire BOUX, adjointe à la maire de Paris en charge de toutes les questions relatives à la santé publique et aux relations avec l'APHP, à la santé environnementale, à la lutte contre les pollutions et à la réduction des risques



# « Présentation du Plan régional santé environnement 4 (PRSE 4) de l'ARS Ile-de-France », par Madame Sylvie DRUGEON, responsable du département Santé- environnement de la délégation de Paris de l'ARS Ile-de-France



---

[www.ile-de-france.prse.fr](http://www.ile-de-france.prse.fr)



# Le plan



## PRIORITÉ

### 1 Réduire les expositions chimiques des plus jeunes (nourrissons, enfants, adolescents)



La population des jeunes enfants est particulièrement vulnérable aux expositions aux polluants chimiques pendant leurs 1 000 premiers jours correspondant au développement in utero aux 2 premières années de vie. La période de la puberté est également une seconde période de sensibilité aux pollutions chimiques pour les adolescents. Les expositions au cours de ces périodes clés du développement des enfants peuvent agir sur leur santé immédiate et impacter leur état de santé à l'âge adulte. Le PRSE4 s'attachera donc à minimiser leurs expositions aux polluants de l'air intérieur, aux perturbateurs endocriniens (PE) et aux substances chimiques classées « cancérogène, mutagène, reprotoxique » (CMR), particulièrement dans les établissements accueillant les jeunes enfants (maternelles, crèches et halte-garderies, établissements scolaires, centres sportifs et de loisirs, aires de jeux et jardins publics, etc.) tout en maximisant les effets positifs pour la qualité des milieux.

#### PLANS ET PROGRAMMES RÉGIONAUX EN LIEN AVEC LA PRIORITÉ

- Schéma régional climat air énergie
- Stratégie régionale pour l'économie circulaire
- Plan régional de lutte contre les déchets en tenant non conventionnel
- Plan régional pour la qualité de l'air « non soussi air pour l'Île-de-France »

#### Fiche-action 1.1

Outiller, former et accompagner au changement les établissements recevant du public sensible pour améliorer la qualité de l'air intérieur.

#### Fiche-action 1.2

Réduire les sources d'exposition aux perturbateurs endocriniens et éliminer les substances cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques (CMR) dans les équipements, matériels et consommables des établissements recevant du public sensible.

#### Fiche-action 1.3

Accompagner les acteurs publics de la restauration collective pour réduire l'usage des contenants en plastique et autres équipements, matériels et consommables contenant des perturbateurs endocriniens (PE).

#### Fiche-action 1.4

Accroître le dépistage du saturnisme en mobilisant les acteurs de santé et en sensibilisant les populations à risque.



## Fiche-action 1.1

Outiller, former et accompagner au changement les établissements recevant du public sensible pour améliorer la qualité de l'air intérieur

### LES ENJEUX ET OBJECTIFS

La qualité de l'air intérieur (QAI) des bâtiments, dans lesquels nous passons plus de 80% de notre temps, a un effet démontré sur la santé et le bien-être, de la simple gêne olfactive à des pathologies aiguës ou chroniques. L'article 180 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement a rendu obligatoire la surveillance de la QAI dans certains établissements recevant du public (ERP). Les modalités de surveillance à mettre en œuvre ont été précisées par des textes d'application publiés en 2015. Fort des retours d'expérience de cette surveillance

ainsi que des enseignements issus de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, le PRSE4 a défini le cadre d'une révision de la réglementation de surveillance de la QAI dans les ERP (section 14.4) « améliorer la qualité de l'air intérieur des établissements accueillant des populations sensibles en continu et notamment aux moments clés de la vie du bâtiment ». Ce nouveau dispositif réglementaire est entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2023. Les établissements soumis à ces dispositions sont ceux accueillant des enfants :  
– les établissements d'accueil collectif d'enfants de moins de 6 ans (crèches, halte-garderie, etc.) ;  
– les établissements d'enseignement ou de formation professionnelle au premier et du second degrés (écoles maternelles, écoles élémentaires, collèges, lycées d'enseignement général, technologique ou professionnel) ;  
– les centres de loisirs.

Les établissements soumis à la réglementation au 1<sup>er</sup> janvier 2025 sont les structures sociales et médico-sociales (dont les maternités) et les structures de soins de longue durée rattachées aux établissements de santé et les établissements pénitentiaires recevant des mineurs.

L'article 14.4 du PNSE4 fait partie des cinq actions nationales du plan à déployer à l'échelle territoriale.

Cette action a pour objectif d'accompagner la mise en œuvre de la nouvelle réglementation de la QAI sur les territoires franciliens et d'en faire la communication. Elle s'adresse aussi bien aux gestionnaires des bâtiments (maternelles, crèches et halte-garderie, écoles maternelles, écoles primaires, collèges et lycées) qu'aux usagers (enfants et personnel).

### LA MISE EN ŒUVRE

- Réviser un état des lieux de la prise en compte de la réglementation sur la QAI par les collectivités territoriales. Celui-ci sera réalisé sur un échantillon de collectivités et permettra d'identifier les freins et les leviers d'actions pour le déploiement du nouveau dispositif réglementaire.
- Cartographier les acteurs de l'écosystème « QAI » afin de clarifier le rôle de chacun et créer un schéma décisionnel pour cibler la responsabilité de chacun.
- Diffuser les bonnes pratiques à travers des retours d'expérience sous format de webinaires et de reportages.
- Accompagner financièrement les acteurs publics dans la mise en place d'équipements pour améliorer la QAI des ERP.

### LE(S) PILOTE(S)

- Région Île-de-France
- DRIEA

7. Instruction interministérielle n°055-DEA/GP/PC/2022/80 du 10 avril 2022 relative à la détection et la mise en œuvre des plans régionaux santé environnement - <https://health.gouv.fr/decisions/2022/2022-04-10.html>

Publié le 16 juillet 2024

Consultable sur le site : <https://www.ile-de-france.prse.fr/>

# Les principes guidant le PRSE4



Intégration de  
l'approche **une  
seule santé**



Anticipation  
des effets du  
**changement  
climatique**



Réduction des  
**inégalités de  
santé**



Application  
des actions à  
toutes les  
échelles  
territoriales et  
dans tous les  
territoires

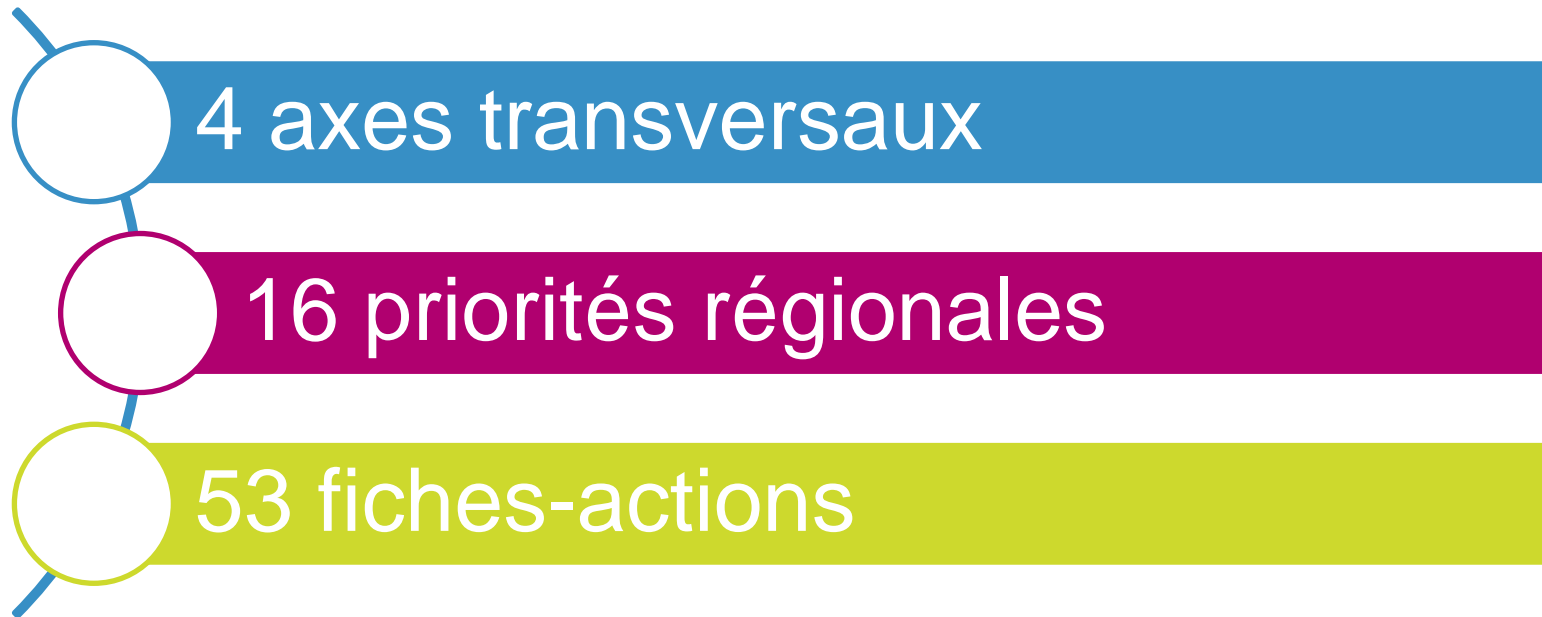


Développeme  
nt des actions  
de  
sensibilisation  
et formation  
des acteurs de  
proximité



Renforcement  
des  
compétences  
et de la  
**participation  
des citoyens**

# Organisation du PRSE4



# Les axes transversaux et les priorités régionales (1/2)



**Réduire les expositions humaines aux facteurs environnementaux préoccupants, renforcer leur surveillance et améliorer les connaissances**

Réduction des expositions chimiques des plus jeunes

Surveillance et alerte des pollens et moisissures dans l'air

Limitation des expositions alimentaires aux substances préoccupantes pour la santé

Surveillance et mesure de l'impact sanitaire des pollutions sonore et atmosphérique

Soutien de la recherche en santé environnement



**Anticiper les effets du changement climatique et adapter les politiques de prévention et de sécurité sanitaire**

Identification des vulnérabilités des territoires et réduction des impacts sanitaires du changement climatique

Surveillance et lutte contre les zoonoses, maladies à transmission vectorielle et espèces animales et végétales nuisibles pour la santé humaine

Anticipation et réduction des impacts sur les eaux (potables, baignades, nouveaux usages)

# Les axes transversaux et les priorités régionales (2/2)



**Intégrer les enjeux de santé environnement dans les politiques d'aménagement et de logement, dans une perspective de réduction des inégalités environnementales de santé**

Intégration de l'urbanisme favorable à la santé dans les politiques urbaines

Développement de la participation citoyenne

Maîtrise des impacts sanitaires dans les logements et lieux d'hébergement

Adaptation des projets d'aménagement à la qualité des sols urbains



**Accompagner les citoyens, les professionnels de santé et les acteurs locaux, pour agir face aux problématiques de santé environnementale**

Développement des compétences des citoyens pour réduire leur exposition

Renforcement du parcours de formation des professionnels de santé en SE

Développement d'actions de prévention en direction des publics les plus sensibles

Accompagnement des collectivités territoriales à développer des solutions locales

# Partenaires associés au pilotage d'une ou plusieurs actions du PRSE4

Airparif

Bruitparif

Cerema Ile-  
de-France

CNAM Ile-  
de-France

CRPPE

DRIA AF

DRIHL

EKOPOLIS

FREDON

GRAINE Ile-  
de-France

Institut Paris  
Region

LCPP

ORS Ile-de-  
France

Réseau ÎSEE

RNSA

Ville de Paris



# QUELQUES EXEMPLES D'ACTIONS

---

intéressant / associant le territoire parisien

## Axe 1 : Réduire les expositions humaines aux facteurs environnementaux préoccupants, renforcer leur surveillance et améliorer les connaissances

Axe 1	Pilotes	
Fiche-action 1.2 : Aider à réduire les sources d'exposition aux perturbateurs endocriniens et éliminer les substances cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques (CMR) dans les équipements, matériels et consommables des établissements recevant du public sensible	Région, ARS	Région : PARTE/DE/SCAE ARS
<b>Fiche-action 1.4 : Accroître le dépistage du saturnisme en mobilisant les acteurs de santé et en sensibilisant les populations à risque</b>	ARS	ARS : DD94 et <b>DD75</b>
Fiche-action 2.4 : Mutualiser les informations de la surveillance des pollens et renforcer la communication grand public	ARS, Région	Région : PARTE/DE/SCAE ARS : DSP et DD95
Fiche-action 3.2 : Favoriser l'implantation des jardins collectifs et des fermes urbaines et périurbaines en intégrant les bonnes pratiques pour éviter l'exposition aux substances préoccupantes	ARS, DRIAAF	ARS : DSP et DD93 DRIAAF
Fiche-action 4.2 : Inciter les collectivités à sensibiliser leurs concitoyens sur les actions en faveur de l'amélioration de la qualité de l'air.	DRIEAT, ARS	DRIEAT/SEB ARS

## Axe 2 : Anticiper les effets du changement climatique et adapter les politiques de prévention et de sécurité sanitaire

Axe 2	Pilotes	
Fiche-action 7.3 : Développer les actions de sensibilisation et de prévention des maladies vectorielles transmises par le moustique tigre	ARS, FREDON	ARS : DSP et DD78 FREDON
Fiche-action 7.4 : Développer les actions de sensibilisation et de prévention des maladies vectorielles transmises par les tiques	ARS, Région	Région : PARTE/DE/SEBIO ARS DSP et DD91
Fiche-action 8.1 : Caractériser l'évolution des pollutions chimiques et microbiologiques des eaux de surface induites par le changement climatique et évaluer leur impact sur les capacités de production d'eau potable	ARS	ARS
Fiche-action 8.2 : Promouvoir la mise en place des plans de gestion de la sécurité sanitaire des eaux potables en intégrant les risques émergents, notamment liés au changement climatique	ARS	DSP et DD95
Fiche-action 8.3 : Promouvoir une utilisation sobre de l'eau potable et accompagner les expérimentations de nouveaux usages des eaux non conventionnelles	CEREMA, ARS, DRIEAT(SPPE)	CEREMA ARS DRIEAT
<b>Fiche-action 8.4 : Accompagner les projets de baignade en milieu naturel et promouvoir les différentes fonctions sociales, sanitaires et écologiques des baignades</b>	ARS, ORS	ARS : <b>DD75</b> ORS <b>Ville de Paris partenaire</b>
Fiche-action 8.5 : Développer des outils d'aide à la maîtrise de la qualité des eaux de baignade dans le contexte de changement climatique	ARS, DRIEAT (SPPE)	ARS DRIEAT

## Axe 3 : Intégrer les enjeux de santé environnement dans les politiques publiques d'aménagement et de logement dans une perspective de réduction des inégalités environnementales de santé

Axe 3	Pilotes	
Fiche-action 10.1 : Expérimenter des démarches de co-construction dès la phase de conception des projets d'aménagement	ARS, DRIEAT	DRIEAT/ SCDD ARS
Fiche-action 10.2 : Structurer la participation citoyenne pour le suivi des aménagements urbains existants	ARS, DRIEAT	DRIEAT/ SCDD ARS
Fiche-action 11.1 : Développer un système d'information géographique régional soulignant les liens entre habitat et santé à l'attention des acteurs locaux en charge des politiques du logement	ORS, DRIHL, ARS	ORS ARS DRIHL
Fiche-action 11.2 : Informer et sensibiliser les bailleurs (privés et sociaux) et les ménages sur les désordres impactant la santé dans le logement	DRIHL, ARS	ARS DRIHL
Fiche-action 11.3 : Renforcer la lutte contre les punaises de lit dans les établissements d'hébergement et lieux de loisirs	Région, ARS, Préfecture de région	Région ARS : DSP et DD77 Préfecture de région
Fiche-action 11.4 : Améliorer l'accompagnement concernant la santé mentale des populations en situation de mal-logement	DRIHL, ARS	ARS DRIHL
<b>Fiche-action 12.2 : Sécuriser les usages de pleine terre en cas de pollution des sols</b>	Ville de Paris, ARS	ARS <b>Ville de Paris : DTEC</b>
<b>Fiche-action 12.4 : Documenter l'exposition aux poussières de plomb dans les aires de jeux et d'activités extérieures accueillant des enfants et accompagner la mise en œuvre des mesures de réduction des expositions</b>	ARS, LCPP	ARS : DSP et <b>DD75</b> LCPP <b>Ville de Paris partenaire</b>

## Axe 4 : Accompagner les citoyens, les professionnels de santé, les collectivités territoriales et les acteurs locaux, pour agir face aux problématiques de santé environnementale

Axe 4	Pilotes	
Fiche-action 13.1 : Rendre l'usager acteur du dispositif d'information, de surveillance et d'action en santé environnement	ARS	ARS
Fiche-action 13.2 : Développer des méthodes de recueil des connaissances et besoins exprimés par les différentes populations cibles dans le domaine de la santé environnementale	ARS	ARS
Fiche-action 14.1 : Développer un centre régional de ressources pour la formation en santé environnement des professionnels de santé	ARS, CRPPE	ARS CRPPE
Fiche-action 14.2 : Promouvoir et valoriser les travaux menés par les étudiants en santé portant sur les enjeux en santé environnement	ARS, CRPPE	ARS CRPPE
Fiche-action 15.2 : Proposer des actions de sensibilisation et des projets pédagogiques à l'attention des élèves et des communautés éducatives des établissements scolaires du premier et du second degré	Région, ARS, DRIEAT	Région : PLYC/DO DRIEAT/ SCDD : A DRIEAT/SPR ARS
Fiche-action 15.3 : Développer les programmes de prévention pour les élèves en filières professionnelles portant sur leurs expositions individuelles et professionnelles.	ARS	ARS
Fiche-action 16.2 : Former les élus et les agents des collectivités territoriales aux enjeux de santé environnement	ARS, ORS	ARS : DD92 ORS

Ville de Paris (DSP) dans le comité de pilotage de la fiche-action 15.1 pilotée par le réseau GRAINE : « former les professionnels de l'éducation populaire sur les enjeux SE et les bénéfices de la nature sur la santé humaine »

# Instances de gouvernance

**Comité de  
pilotage**

**Conférence  
des pilotes  
d'action**

**Comité  
d'animation  
territoriale**

Ville de Paris

**Forum santé environnement**

# Focus sur la prévention du saturnisme infantile

# « Etat des lieux de la plombémie chez les enfants parisiens », par le Dr Jérôme LANGRAND, chef de service et Madame Laurine Le VISAGE-PERIVIER, pharmacienne au Centre Antipoison et de Toxicovigilance de Paris



# Plan

**01** Centre  
Antipoison

**02** Saturnisme  
infantile

**03** Etat des lieux

**04** Défis

**05** Actions

# 01

## Centre Antipoison et de Toxicovigilance (CAPTV)

Présentation et missions

# Centre Antipoison et de Toxicovigilance (CAPTV)

## Mission de Réponse Téléphonique Urgente

- PARIS : **01.40.05.48.48** - [alerte-antipoison@aphp.fr](mailto:alerte-antipoison@aphp.fr)
- NANCY : **03.83.22.50.50** - [cap@chru-nancy.fr](mailto:cap@chru-nancy.fr)

## Mission de Toxicovigilance

- Rôle déclarant auprès des institutions régionales et nationales (ARS, ANSES, ANSM, DGCCRF...)



### Numéros d'urgence : 24/24 - 7/7

ANGERS • **02 41 48 21 21**  
BORDEAUX • **05 56 96 40 80**  
LILLE • **08 00 59 59 59**  
LYON • **04 72 11 69 11**  
MARSEILLE • **04 91 75 25 25**  
NANCY • **03 83 22 50 50**  
PARIS • **01 40 05 48 48**  
TOULOUSE • **05 61 77 74 47**



# 02

## Saturnisme infantile

Définition et rôle des CAPTV

# Saturnisme infantile

Le saturnisme est une intoxication par le plomb dangereuse pour la santé car le plomb a toujours des effets toxiques sur l'organisme, même à faible dose.

Le saturnisme est mesuré par une plombémie (ou taux de plomb dans le sang). Chez un enfant ou adolescent de moins de 18 ans, on parle de saturnisme lorsque la plombémie est égale ou supérieure à 50 microgrammes par litre de sang ( $\geq 50\mu\text{g/L}$ ).

## Missions du CAPTV :

- Recueil des plombémies (laboratoires)
- Saisies dans différentes bases de données
- Déclaration vigilance auprès des ARS (plombémies  $\geq 25\mu\text{g/L}$ )
- +/- Suivi médical, conseil

# 03

## Etat des lieux de la plombémie chez les enfants parisiens

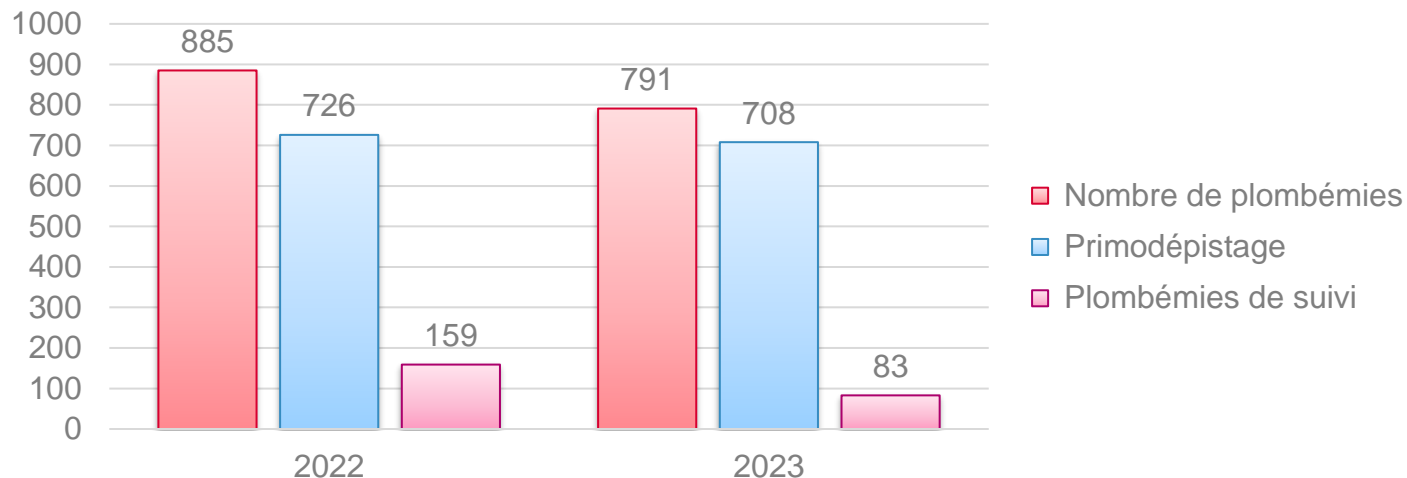
Comparatif 2022-2023

# Etat des lieux de la plombémie chez les enfants parisiens

## Points clés :

- Catégories d'âge : 0-6 ans et 7-17 ans
- Valeurs de plombémies :  $<25\mu\text{g/L}$  ;  $25-49\mu\text{g/L}$  et  $\geq 50\mu\text{g/L}$
- Primo-dépistage : plombémie prélevée pour la première fois chez un enfant
- Plombémie de suivi : plombémie prélevée chez un enfant ayant déjà eu un précédent prélèvement

# Etat des lieux de la plombémie chez les enfants parisiens

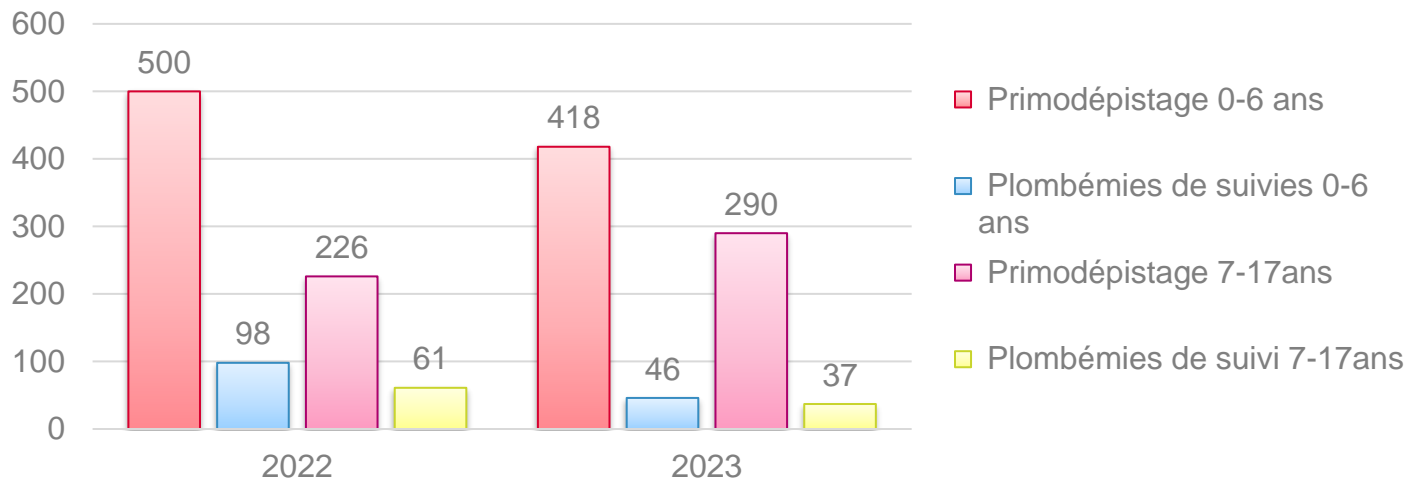


En 2022, 82% des plombémies reçues sont des plombémies de primo-dépistage contre 89% en 2023.

En 2023, a été noté une diminution du nombre total de plombémie, de la part des laboratoires comme des CAPTV, sans raison particulière.

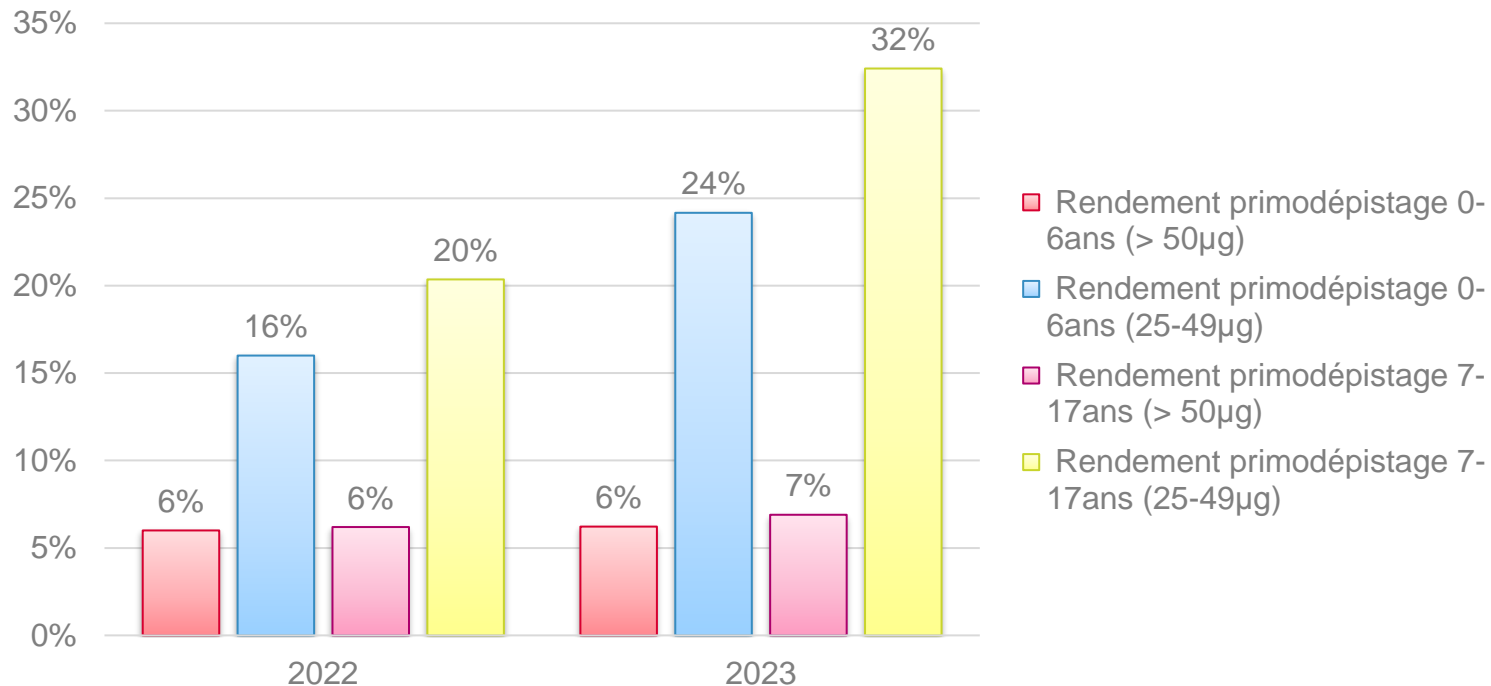


# Etat des lieux de la plombémie chez les enfants parisiens

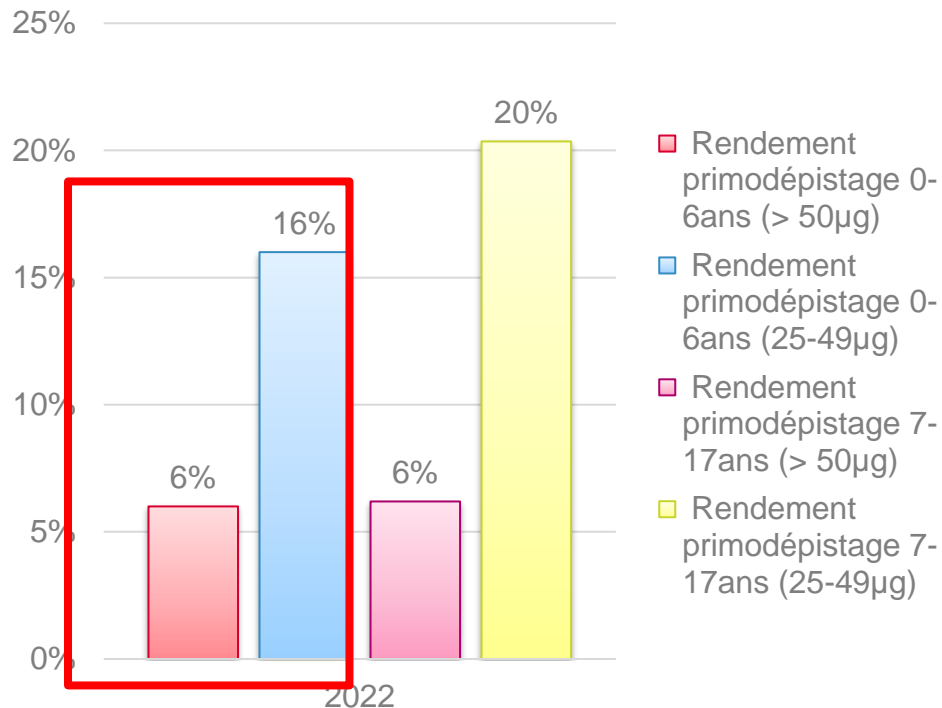


En 2022, 68% des plombémies reçues sont des plombémies pour la catégorie d'âge 0-6 ans (primodépistage et suivi) contre 59% en 2023.

# Etat des lieux de la plombémie chez les enfants parisiens



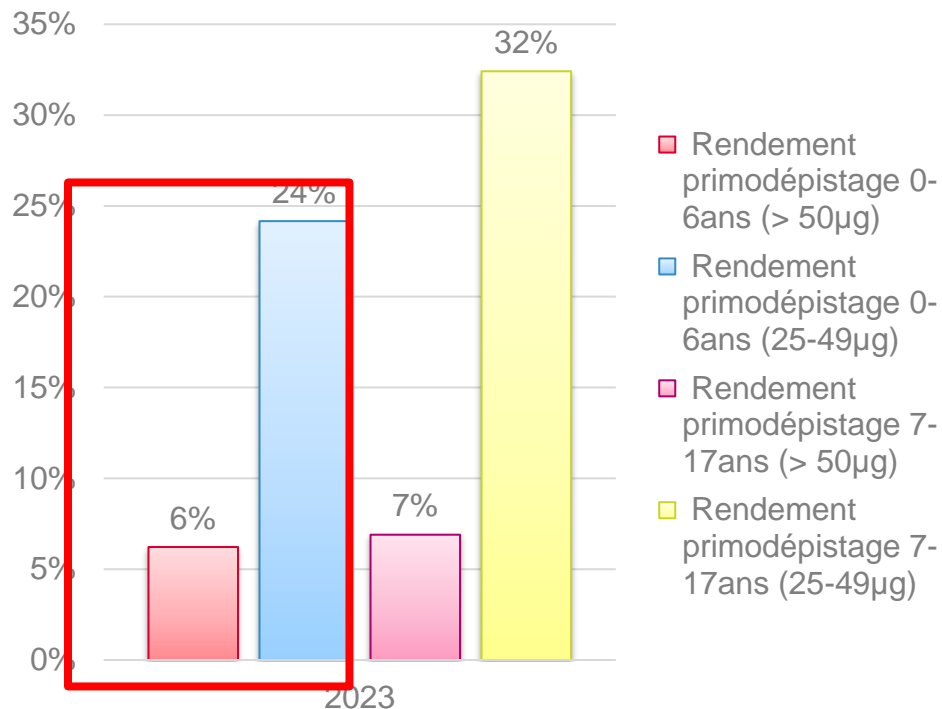
# Etat des lieux de la plombémie chez les enfants parisiens



Dans la catégorie d'âge 0-6 ans :

- Les plombémies de **primo-dépistage** **supérieure à 50µg/L** représentent seulement **6% des plombémies de primo-dépistages toute valeur confondue.**
- Ce pourcentage augmente à **16% pour les plombémies de primo-dépistage comprises entre 25 et 49 µg/L.**
- Ce qui signifie que **77% (100% - 6% -16%)** des plombémies de primo-dépistage sont inférieures à 25µg/L.

# Etat des lieux de la plombémie chez les enfants parisiens



Dans la catégorie d'âge 0-6 ans :

- Les plombémies de **primo-dépistage** **supérieure à 50µg/L** représentent seulement **6% des plombémies de primo-dépistages toute valeur confondue.**
- Ce pourcentage augmente à **24% pour les plombémies de primo-dépistage comprises entre 25 et 49 µg/L.**
- Ce qui signifie que 70% (100% - 6% - 24%) des plombémies de primo-dépistage sont inférieures à 25µg/L.

# 04

## Défis liés à l'activité

# Défis liés à l'activité

- Logistique :
  - Temps, personnel, budget
  - Récupération des données
- Santé :
  - Méconnaissance de la thématique chez les nouveaux prescripteurs

# 05

## Actions à mettre en place Projets

Intervention du Dr Langrand Jérôme, chef de service du CAPTV de Paris

# « Les différents freins au dépistage du saturnisme infantile et comment les surmonter », par Madame Morgan PINOTEAU, chargée de projets à l'Association des familles victimes du saturnisme



# Notre histoire

L'Association des familles victimes du saturnisme (AFVS) a été créée en mars 1998 par des bénévoles associatifs et des familles touchées par le saturnisme qui se sont réunis dans le but de lutter contre l'intoxication par le plomb d'enfants vivant dans des logements anciens et dégradés.

# Nos objectifs

agir sur les questions de santé et du logement afin de prévenir l'intoxication des enfants par le plomb

soutenir les personnes atteintes par cette maladie ou exposées au plomb ainsi que leur entourage,

informer sur le saturnisme et le mal logement

agir pour la mise en œuvre d'une politique de prévention, de santé publique et de réparation des risques liés au saturnisme,

assurer la représentation collective des victimes du saturnisme et de leur entourage auprès des autorités publiques, administratives et judiciaires.

# Nos actions

- visiter immeubles, logements habités ;
- aider les familles dans leurs démarches liées au mal logement ;
- faire remonter les situations rencontrées en matière de logement, de travaux dans les logements et de suivi de l'intoxication au plomb ;
- créer un lien entre les familles suivies ;
- dénoncer auprès des pouvoirs publics les carences de certains textes ;
- informer, sensibiliser le plus largement possible.



2 films sur le  
saturnisme  
téléchargeable sur le  
site de l'association:  
[http://fabrizioscapin.com/?portfolio\\_page=1du-plomb-dans-la-tete](http://fabrizioscapin.com/?portfolio_page=1du-plomb-dans-la-tete)  
<https://vimeo.com/188766729>

# Le dépistage, la plombémie

## QUAND Y PENSER ?

*Chez l'enfant devant au moins un facteur de risque:*

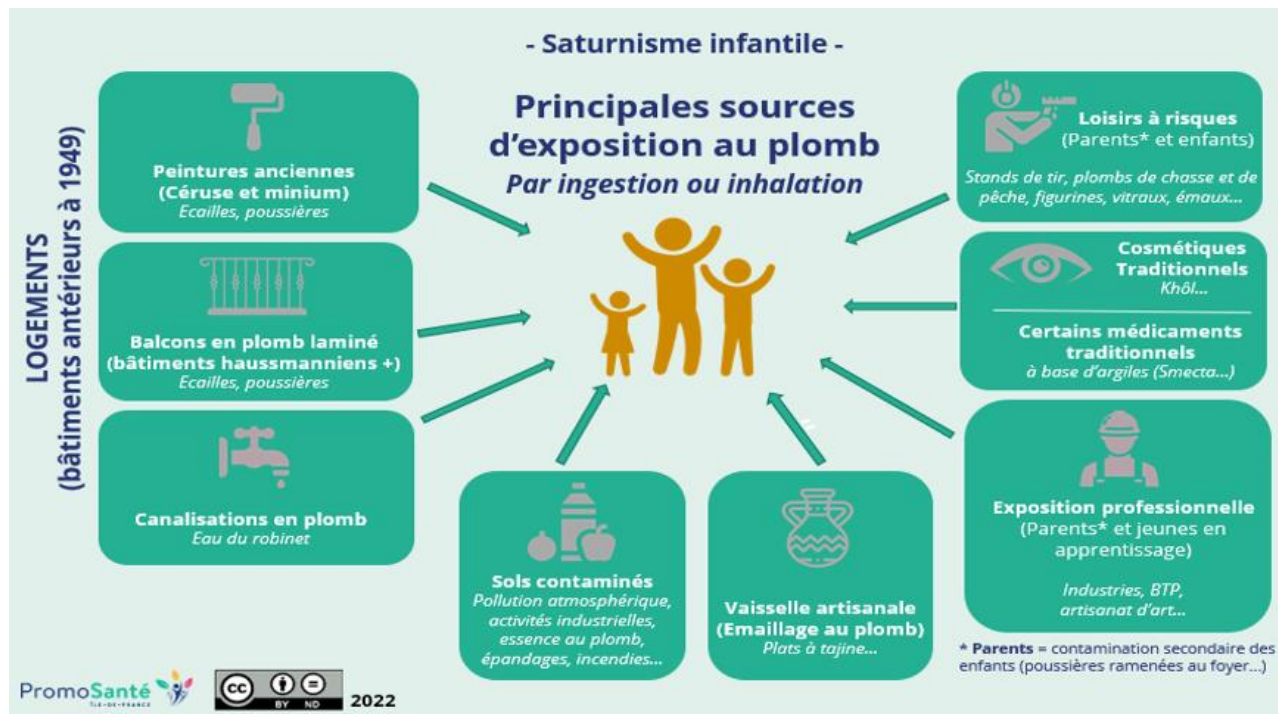
- Habitat ancien et /ou dégradé
- Canalisations en plomb
- Activités professionnelles ou de loisirs à risques chez les parents
- Habitat proche d'une source de pollution industrielle
- Bidonville

**-Aide à la décision** : les bilans des 9<sup>ème</sup> et 24<sup>ème</sup> mois, 3 et 4 ans

**NE PAS ATTENDRE LES SYMPTOMES**

## Focus #9 - Le saturnisme infantile : un problème majeur en Ile-de-France

<https://www.promotion-sante-idf.fr/sinformer/trouver-ressources/ressources-documentaires/focus-9-saturnisme-infantile-probleme-majeur>



## Disparition entre 11-13 ans

Si l'enfant a des  
symptômes avec  
suspicion de  
risque  
environnemental

---

Troubles cognitifs (difficultés  
d'apprentissage)

---

Troubles du comportement (de  
l'attention, hyperactivité, PICA)

---

Troubles neurologiques

---

Anémie résistante

---

Bandes métaphysaires sur les os  
long



# Quand dépister la femme enceinte

---

**Le repérage systématique du risque d'exposition au plomb pendant la grossesse est recommandé**

---

Si elle a une activité professionnelle ou de loisirs à risque

---

Travaux récents dans un logement ancien

---

Plomb dans l'eau du robinet

---

Habitation proche d'un site industriel

---

Intoxication antérieure

---

Cosmétiques, remèdes ou compléments alimentaires traditionnels

---

Tabac

---

## Le logement comme déterminant de santé

- Lien entre santé des personnes et la qualité de leur logement
- Revue trimestrielle du mois de septembre 2021



A photograph showing a dense urban landscape of Paris, France, viewed from a rooftop. In the foreground, there are several buildings with grey tiled roofs and dormer windows. Some roofs have orange-tiled chimneys. In the background, the Sacré-Cœur basilica is visible on a hill, surrounded by more buildings under a blue sky with light clouds.

# Les visites de logements

En 2023, nous avons réalisé 55 visites à domicile.

**Le département qui concentre le plus grand nombre de visites est Paris, avec 24 visites, dont 18 uniquement dans le 18<sup>e</sup> arrondissement ;**  
17 visites dans les Hauts-de-Seine  
12 en Seine-Saint-Denis  
2 dans le Val-de-Marne

# Famille H. 3 enfants : 8, 4 et 2 ans Paris 11

Bail de 2021, F2 de 25 m2, loyer de 850 euros mensuel.

Le domicile est extrêmement dégradé en particulier la pièce d'eau qui rassemble WC douche et coin cuisine.

Notre visite fait apparaître des problèmes structurels et de salubrité majeurs :

- Peintures au plomb écaillées,
- Forte humidité,
- Absence de système d'aération,
- Absence de chauffage,
- Absence de détecteur de fumée,
- Electricité n'est pas aux normes.





# **Arrêtés préfectoraux en cours :**

Danger ponctuel imminent du 01/02/2024  
(concernant les installations électriques)  
relatif à la présence de plomb accessible  
en date du 21/03/2024.

Arrêté d'insalubrité réparable du  
07/05/2024 qui reprend l'ensemble des  
désordres et interdiction temporaire  
d'habiter.



Association des Familles Victimes du Saturnisme - 30/01/2025



# Famille F. enfant de 3 ans à 249 µg/L

F2 de 40m2 – 850 euros

Cinq personnes dont trois fils âgés de 15 ans, 13 ans et 3 ans.

Le logement est totalement recouvert de moisissures sur les murs et les plafonds, les taux d'humidité relevés vont de 18 à 38 %, la moitié des fenêtres en bois ne ferment plus soit parce que le bois a gonflé soit parce que les infiltrations dans les murs ont dégradé les encadrements.

Le logement ne dispose d'aucun système d'aération fonctionnelle ce qui favorise une humidité de condensation.



Galaxy A23 5G

# Habitat insalubre

Le Service Communal d'Hygiène et de Santé a réalisé une visite le 24/02/2023 et établi un rapport ; le Laboratoire Central de la Préfecture de Paris est passé le 13/03/2023 et a rendu un rapport alarmant sur les **risques d'intoxication au monoxyde de carbone** ; enfin l'Agence régionale de Santé saisie a fait réaliser un DRIPP le 26/06/2023 qui s'est révélé positif. Un arrêté d'urgence a été pris le 18/07/2023.

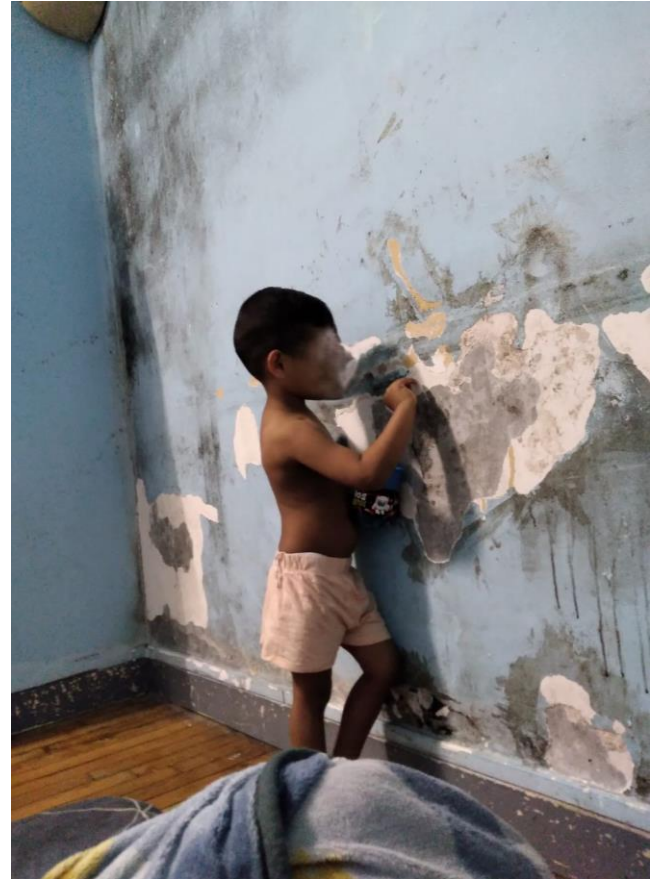
Le cadet de la famille, âgé de 3 ans, a bénéficié d'une **plombémie** le 26/10/2023 et il est très fortement intoxiqué **249µg/L**.





# Suivi et travaux palliatifs

- Arrêté de mise en sécurité 31/01/2024
- Travaux palliatifs à partir du 1/03/24
- CAT non conforme ( $5\,737\text{ }\mu\text{g}/\text{m}^2$ ), prolongation de l'hébergement
- Arrêté d'insalubrité plus large le 13 avril 2024
- Réintégration dans le logement 24/05/2024
- Plombémie de l'enfant est redescendu à  $122\mu\text{g}/\text{L}$





# Action partenariale de prévention du saturnisme



- Décembre 2023 – AFVS/ Solidarités International
- Information, incitation au dépistage
- Risques plomb identifiés : terrain entre l'A6 et l'A86 donc potentiellement plomb lié aux rejets anciens dans l'essence, activités de ferrailage
- Une partie des occupants ne disposent pas de protection maladie, soins essentiellement aux urgences et dans les PASS. Quelques enfants suivis en PMI
- Freins : absence de domiciliation = pas de droits sociaux ouverts
- EXPULSION soudaine en mars 2024 – après 7 années d'occupation

# Répartition des plombémies reçues à l'AFVS

	Nombre de nouveaux dossiers	Nombre de plombémies reçues à l'AFVS	Dont primo-dépistage	Dont suivi	Dont adultes	Nombre de familles concernées
<b>2021</b>	48	30	17	13	Non connu	16
<b>2022</b>	56	45	31	14	7	17
<b>2023</b>	58	35	32	3	12	14
<b>2024</b> <i>provisoire</i>	49	24	14	10	2	9

## Répartition des plombémies reçues en 2023 à l'AFVS

- En 2023 nous avons reçu 35 résultats de plombémie, transmis par les familles adhérentes à l'AFVS. Les taux de plombémie vont de 2 µg/L à 304 µg/L.
- 32 sont des plombémies de primo-dépistage et 3 des plombémies de suivi.
- 12 résultats concernent des adultes, parents d'enfants dépistés et une jeune femme célibataire. Parmi les mineurs dépistés 4 ont moins de 2 ans, 6 sont âgés de 2 à 6 ans et 13 sont âgés de 6 à 18 ans.
- En 2024, de 3 µg/L à 277 µg/L

Taux de plombémies	Nombre de plombémies réalisées en 2023
< 12 µg/L	12
De 12 µg/L à 24 µg/L	8
De 25 µg/L à 49 µg/L	10
De 50 µg/L à 99 µg/L	2
De 100 µg/L à 200 µg/L	0
De 200 µg/L à 400 µg/L	3
Total	35

# Retours des familles sur le dispositif de dépistage



Nous avons mené une enquête par entretiens sur 10 familles accompagnées par l'AFVS pour comprendre les freins et les leviers de la réalisation de la plombémie



Enquête financée par l'ARS IDF pour comprendre **pourquoi certaines plombémies prescrites/conseillées ne sont pas réalisées**



Entretiens semi directifs avec des questions sur le thème de la santé, du logement, de la plombémie, pour comprendre les parcours des familles



Document de 30 pages transmis à l'ARS IDF en juin 2024: « Le dispositif du dépistage du saturnisme infantile au prisme des familles exposées au plomb en Ile-de-France »

# Retours des familles sur le dispositif de dépistage

Le parcours qui mène à la réalisation d'une plombémie peut s'apparenter à « un parcours du combattant ». Les institutions pouvant soit freiner, soit faciliter l'accès à cet examen. La plombémie apparaît comme une procédure compliquée pour des bénéfices qui semblent imperceptibles voire inexistants.

La réalisation ou non de la plombémie apparaît donc comme une négociation, qui est liée non seulement aux coûts de l'examen, mais également au contexte dans lequel l'examen est prescrit, à la perception de l'importance ou non du danger du plomb, et aux bénéfices qui pourraient découler ou non de l'examen. Les autres problèmes de santé liés au logement sont, par contraste, bien plus mis en avant.

# Retours des familles sur le dispositif de dépistage

- Parmi les freins à la plombémie mis en évidence par l'enquête, les médecins sont parfois mal informés sur l'intoxication au plomb et les seuils en vigueur

*“Après on nous a expliqué, enfin la pédiatre nous a dit ‘non mais ça va, c’est pas grave.. c’est à 100 que on commence à s’inquiéter. Là il y a pas de symptômes qui pourraient découler de ça’.” (Madame C, 2 enfants, dont une avec une plombémie de primo-dépistage à 42 µg/L)*

# Retours des familles sur le dispositif de dépistage

- Parmi les freins, les médecins sont parfois mal formés sur la maîtrise de la réglementation plomb et de la déclaration obligatoire

*“ On a un médecin généraliste mais bon... laisse tomber... Même le petit il a eu du plomb, dans le sang. Il a eu c'était énorme, énorme. Mais bon le médecin il a passé à la légère quoi. Parce que le suivi que lui il devrait faire, parce que nous on connaît pas les procédures pour le plomb, donc tout était lui, il devait nous conseiller. Mais il faisait pas. Donc c'est nous tout le temps on lui conseille, on va lui dire de faire la déclaration à l'ARS, il l'avait pas fait. C'est nous qui lui avons dit de faire la déclaration que le petit il avait des taux de plomb énormes dans son sang quoi.” (Madame D, 4 enfants, dont un avec une plombémie de primo-dépistage à 236 µg/L)*

# Retours des familles sur le dispositif de dépistage

- Parmi les freins, il y a parfois une incompréhension entre les médecins et les laboratoires sur l'exigence du CERFA pour réaliser la plombémie

*“On nous a conseillé de faire la plombémie, mais comme quand j'étais partie pour faire le rendez-vous, je suis partie chez mon médecin traitant il m'a fait une ordonnance. J'ai ramené le dossier au laboratoire pour faire la prise de sang, on m'a dit que eux ils ne prennent pas seulement l'ordonnance. Il faut qu'il y aie un consentement du médecin. Donc là j'ai rendez-vous vers le 25 mai.” (Madame J, 1 enfant)*



# Projet en 2025

En 2025, **enquête** en trois volets **auprès de professionnels** médico-sociaux **de l'enfance et de la périnatalité** :

- que l'AFVS sait être attentifs au risque saturnin
- ayant été sensibilisés par un récent webinaire
- peu sensibilisés au saturnisme infantile (situés au sein d'une ou de région(s)/départements(s) où le dépistage est faible voire inexistant ou mal ciblé)

**Objectif** : identifier, auprès de ces professionnels, les freins et les leviers à la prévention du risque saturnin, et plus largement autour du logement comme déterminant de santé.

# Pour conclure – perspectives

Mettre l'accent sur l'environnement puisque le traitement de l'environnement reste le principal levier pour limiter les intoxications.

Elargir le champ d'application des Constats des Risques d'Exposition au Plomb (CREP) à tous les lieux d'habitation et/ou recevant du public quelque soit la date de construction. Ajouter les analyses de l'eau, de la terre, plomb laminé, ...

La gestion de tous les CREP et le traitement des situations par un service dédié.

# « Présentation des investigations environnementales réalisées par la Ville de Paris dans les crèches et les écoles », par Madame Chloé MOITIE, directrice du Laboratoire Polluants Chimiques de la Ville de Paris

01

**Plan Plomb**

# Généralités

## **Contexte :**

Démarche volontariste de la Ville :

Investigations et quantification du plomb accessible aux enfants dans les 1081 établissements de la Ville de Paris, crèches et écoles (peintures, poussières et terres meubles)

Phase pilote : 2021-2022 – 79 établissements investigués

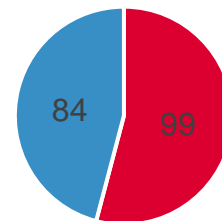
Phase 1 : 2023-2024 – 53 établissements investigués

Phase 2 : en cours

# Répartition des investigations



Total des établissements investigués au 30 juin 2025



■ DASCO ■ DFPE

1084 établissements au total

481 fléchés prioritaires

# Défis de la démarche

Priorisation et rythme d'interventions :

- 1 – Enfants en bas âge : crèches, écoles maternelles, écoles polyvalentes
- 2 – Année de construction : établissements construits avant 95, avant 49
- 3 – Répartition proportionnelle par arrondissement et par type d'établissement
- 4 – Effectifs les plus importants (Epo) et localisation QPV

Planification des interventions :

2 établissements par semaine, en dehors des vacances scolaires

→ Environ 55 établissements par année scolaire → limite capacité d'équipe

Importante sollicitation des services techniques pour la mise en œuvre des mesures de gestion

→ Rotation des interventions + point avec les services techniques semaine du signalement

# Perspectives pour l'année 2025

## **Amélioration de l'outil de suivi inter-directions**

Souhait d'un meilleur suivi des plombémies : prescription, réalisation par les familles, résultats

Sensibilisation des parents à la réalisation des plombémies : exposition possible en milieu scolaire ou au logement

Réflexions en cours : relancer le volet 25-49  $\mu\text{g/L}$  notamment au niveau de la communication

## **Si un financement illimité était octroyé : rénovation des écoles**

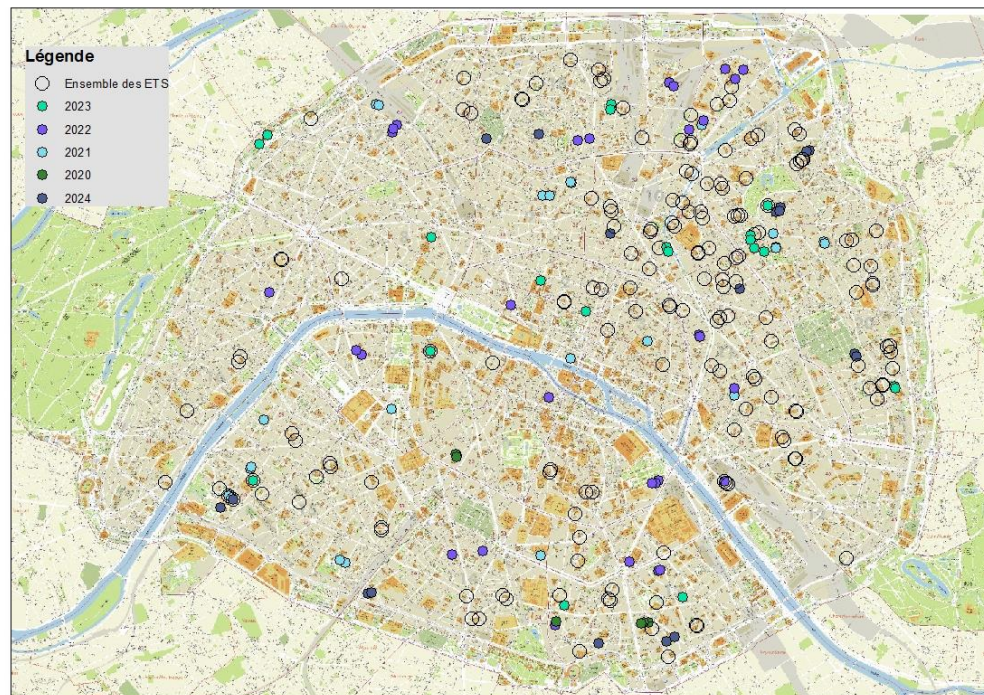


02

**Autres démarches SE**

# Établissements Sensibles et Prévention de la Pollution Issues des Sols ESPPISols

	Établissements concernés par la démarche ESPPISols	
DFPE	10	
DASCO	236	112 maternelles
		94 élémentaires
		30 collèges
DASES	18 maximum	
Total	266	



# Conclusion

La Ville de Paris met en œuvre de nombreuses démarches en santé environnementale afin de réduire les expositions aux polluants présents dans ses établissements.

Par ailleurs, le laboratoire des Polluants Chimiques :

- Surveille la qualité de l'air des établissements situés sur un sol pollués
- Intervient dans le cadre d'évaluation lors d'un réaménagement
- Pour aller plus loin, il contribue à la mise en œuvre le Plan Qualité de l'air intérieur à la Ville de Paris

Ces démarches se déroulent en partenariat avec l'ARS



Merci de cette collaboration

# ANNEXE

# Bilan plan plomb

	DFPE	DASCO	Total
Investigués	84	99	183
Etab prioritaires	241	240	481
Suite	128	292	420
Total	453	631	1084



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**Prochain Conseil Territorial de Santé de Paris**

**le jeudi 13 mars 2025 à 10h**

**en présentiel**

**sur les ressources humaines en santé**



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



## **Conseil Territorial de Santé de Paris**

Jeudi 30 janvier 2025